

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2022, Vol. 7, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIWERSYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Piotr STANEK, Pologne
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2022

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (KRZYSZTOF MALAGA).....	3
SIHAM RIZKALLAH L'indépendance de la BDL et les déterminants de la crise économique au Liban	9
ROGER A. TSAFACK NANFOSSO Russafrique	32
TCHABLEMANE YENLIDE, BAWOUPATI BITASSA, MAWUSSÉ KOMLAGAN NÉZAN OKEY, LARDJA KOLANI Urbanisation, qualité des institutions et santé publique dans les pays d'Afrique subsaharienne	62
MOUHAMADOU LAMINE DIAL, MAMADOU DIOUF Développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne	85
KODJO W. BAOULA Énergie renouvelable, croissance économique et atténuation des émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA	114
FRANCK MONDESIR TSASSA MBOUAYILA, PRUDENCE LOVE ANGÈLE MOUAKASSA Effets de la bancarisation sur la croissance économique au Congo	143
SOULEYMANE MBAYE, SOULEYMANE DIALLO La croissance économique au Sénégal est-elle inclusive ?	166
NDONGO MANÉ KEBE Étude empirique des « déficits jumeaux » pour le cas du Sénégal	186
ESSOHANAM PELENGUEI, BENOIT KAFANDO, KOKOUI KUNALÈ MAWUENA, KODJO EVLO Effet de l'accès aux services de soins de santé sur mortalité infantile au Togo	211

SÉBASTIEN CHEVAIS

Développement des fonds d'État chinois dans le cadre d'une stratégie économique, monétaire et financière globale 226

BARTŁOMIEJ LACH, KRZYSZTOF MALAGA

Analyse comparative de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud au cours des années 1996–2022 255

AVANT-PROPOS

Le numéro 2/2022 de la RIELF, que nous avons l'honneur de présenter à nos lecteurs, est composé de 11 articles. Le premier article concerne le Liban, le pays qui a accueilli en mai 2022 le 63e Congrès de l'AIELF. Les huit articles suivants couvrent l'Afrique, l'Afrique subsaharienne, l'UMEOA et des tels pays comme le Bénin, le Congo, le Sénégal ainsi que le Togo. Le dixième article concerne la Chine. Le onzième article est consacré aux pays d'Amérique du Sud. C'est une sorte d'introduction au numéro 1/2023 de la RIELF, qui sera entièrement consacré à ce continent.

Siham RIZKALLAH dans l'article *L'indépendance de la BDL et les déterminants de la crise économique au Liban*, tente à identifier le concept de l'indépendance de la Banque Centrale qui s'est propagé dans les années quatre-vingt. À cette époque, on observe une tendance à séparer la politique budgétaire de la politique monétaire afin de permettre, à cette dernière, de lutter avec crédibilité et efficacité pour atteindre l'objectif de stabilité monétaire et maîtriser l'inflation. Toutefois, la crise financière de 2008 a remis en question l'exigence de l'indépendance de la Banque Centrale par des Politiques Monétaires Non Conventionnelles (PMNC). D'après l'auteur, au regard de l'écroulement actuel de l'économie libanaise, il est intéressant de se pencher sur le cas de la Banque du Liban (BDL), dotée d'une certaine indépendance statutaire, mais souffrant d'une faible indépendance fonctionnelle. L'auteur, se référant au modèle de Jacome (2001), montre que la BDL manque d'indépendance effective, ce qui se traduit par l'acceptation de sa conformité aux demandes constantes du Trésor public pour participer au financement de la dette publique croissante, en partie en devises étrangères. Donc la BDL maintient un ancrage rigide du taux de change dans une économie fortement dollarisée et implique l'ensemble du système bancaire dans des PMNC qu'elle nomme « ingénieries financières » et qui contribuent à l'écroulement multidimensionnel actuel (budgétaire, monétaire et bancaire).

Roger A. TSAFACK NANFOSSO dans l'article *Russafrique*, procède à une analyse très approfondie la coopération économique entre la Russie et l'Afrique qui, bien qu'ancienne, a connu des développements majeurs depuis les années 1990. Selon auteur, le mode de mise en œuvre de la présence russe sur le continent diffère de celui des partenaires qualifiés de traditionnels à savoir la France, l'Europe, les USA et plus marginalement le Canada. L'examen documenté des principes de cette coopération, de ses caractéristiques, de ses principaux résultats et de ses perspectives permettent d'apporter une réponse à la question qui revient de manière

récurrente dans les études, à savoir si la Russie est une menace ou une opportunité pour l'Afrique.

Tchablemane YENLIDE, Bawoupati BITASSA, Mawussé Komlagan Nézan OKEY et Lardja KOLANI dans l'article *Urbanisation, qualité des institutions et santé publique dans les pays d'Afrique subsaharienne* visent à examiner la relation entre l'urbanisation et les indicateurs de santé publique sous le prisme de la qualité des institutions dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS). En utilisant un panel de 41 pays couvrant la période 2002 à 2019 et la méthode des moments généralisés (GMM), les auteurs montrent que l'urbanisation actuelle de l'ASS, ne s'accompagne pas d'une amélioration des indicateurs de santé. Cependant, des institutions fortes atténuent l'effet négatif de l'urbanisation sur les résultats en matière de santé publique. D'après les auteurs ces résultats impliquent que les gouvernements des pays d'ASS doivent promouvoir des institutions fortes et inclusives afin de garantir les gains sanitaires de l'urbanisation.

Mouhamadou Lamine DIAL et Mamadou DIOUF dans l'article *Développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne* évaluent les relations de causalité entre développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne et dans les zones d'intégration économique de 1990 à 2020. Ils utilisent le modèle ARDL avec l'estimateur PMG et un test de causalité en panel. Les résultats révèlent que le développement financier a un effet positif à long terme, mais négatif à court terme sur la productivité agricole aussi bien en Afrique subsaharienne que dans l'UEMOA. Cependant, l'analyse par zone montre qu'à court terme, le développement financier diminue la productivité agricole dans la SADC. Les auteurs signalent aussi qu'il existe une causalité bidirectionnelle entre le développement financier et la productivité agricole en ASS. Cette situation nécessite la construction d'un système financier efficace et adapté aux réalités du monde agricole.

Kodjo W. BAOUA dans l'article *Énergie renouvelable, croissance économique et atténuation des émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA* envisage le problème de l'efficacité des énergies renouvelables pour assurer la croissance économique et la qualité de l'environnement. Il prend en compte les énergies fossiles, majoritairement utilisées et menacées par le risque d'épuisement, qui entraînent une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. L'auteur analyse l'effet de la consommation des énergies renouvelables sur la croissance économique et les émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA. Pour ce faire il utilise les fonctions de croissance et d'environnement avec une investigation empirique basée sur une régression linéaire en données de panel constituées des pays de l'UEMOA sur la période 1990 à 2015. Les résultats des estimations par la méthode de Pooled Mean Group développée par Pesaran et alii (1999) montrent principalement qu'à long terme, l'utilisation des énergies renouvelables contribue significativement à promouvoir la croissance économique et à atténuer la dégradation de l'environnement à travers la réduction des émissions

de carbone. À cet effet, les décideurs politiques devraient orienter la politique énergétique de l'union vers un mix-énergétique dominé par la production et la consommation d'énergie renouvelable tout en mettant en place une politique de contrôle des émissions de CO₂.

Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA et Prudence Love Angèle MOUAKASSA dans l'article *Effets de la bancarisation sur la croissance économique au Congo*, analyse les effets de la bancarisation sur la croissance économique du Congo. Pour atteindre cet objectif, du point de vue empirique, il fait appel au modèle à correction d'erreur. D'après l'auteur le taux de bancarisation n'a pas d'impact significatif sur la croissance économique au Congo à court et long termes. Ce résultat peut s'expliquer par le faible niveau de bancarisation. Par conséquent, pour que la bancarisation soit capable d'impulser la croissance au Congo, il faut améliorer le taux de bancarisation. À cet effet, un accent particulier devrait être mis sur la distribution du microcrédit qui revêt une grande importance pour l'intégration des populations défavorisées ; les conditions d'ouverture de comptes bancaires et d'agences en milieu rural devraient être assouplies.

Souleymane MBAYE et Souleymane DIALLO dans l'article *La croissance économique au Sénégal est-elle inclusive ?* constatent qu'au Sénégal, malgré les résultats relativement appréciables, depuis la dévaluation du franc CFA avec des taux supérieurs à 6% depuis 2014 (à l'exception de 2020, qui correspond à la récession du COVID-19), la croissance économique n'est pas assez ressentie dans le panier de la ménagère, d'où une forte interrogation sur l'inclusivité de cette croissance. En s'inspirant de la méthode utilisée par le PNUD pour l'IDH et en l'appliquant à l'approche multidimensionnelle de la croissance inclusive de Zhuang et Ali (2010), ils ont construit un indicateur de croissance inclusive (ISCIS). Sur cette base, ils montrent que sur la période de l'étude (1980-2018), la croissance économique n'est pas inclusive au Sénégal.

Ndongo Mané KEBE dans l'article *Étude empirique des « déficits jumeaux » pour le cas du Sénégal* tente à vérifier l'hypothèse de neutralité ricardienne au Sénégal, à travers de l'existence ou non du phénomène des « déficits jumeaux ». Son objectif est d'étudier la corrélation entre le déficit budgétaire et le déficit du compte courant. Il adopte le test de cointégration des deux variables à travers l'utilisation du modèle à correction d'erreurs (MCE) suivant la méthode d'Engle et Granger (1987). D'après l'auteur les résultats indiquent une absence de cointégration entre les variables telles que : déficit budgétaire et solde du compte courant et donc de relation d'équilibre sur la période étudiée, entre ces deux variables, d'où une acceptation de la Proposition d'équivalence Ricardienne sur la période 1991–2020. Aussi, ce résultat s'identifie à la vérification de la Proposition d'Équivalence Ricardienne (PER) pour le Sénégal.

Essohanam PELENGUEI, Benoit KAFANDO, Kokouvi Kunalè MAWUENA et Kodjo EVLO dans l'article *Effet de l'accès aux services de soins de santé sur mortalité*

infantile au Togo analysent les effets d'un accès sans restriction aux soins de santé sur la mortalité infantile au Togo. Les auteurs se sont appuyés sur un modèle de duré à risque proportionnel pour évaluer ces effets. À la suite des estimations de ce modèle à partir des données de l'Enquête Démographique et de Santé réalisée au Togo en 2013, ils montrent que naître en présence d'un personnel de santé qualifié contribue à la réduction le risque de mortalité des enfants de moins d'un an. D'après les auteurs, une amélioration de l'éducation des mères augmente la probabilité de survie des enfants au-delà de leur premier anniversaire. Ils constatent que ce travail permet de souligner la nécessité d'investir dans la formation du personnel soignant et aussi encourager l'éducation des filles. De tels investissements permettront de réduire significativement la mortalité infantile.

Sébastien CHEVAIS dans l'article *Développement des fonds d'État chinois dans le cadre d'une stratégie économique, monétaire et financière globale* se concentre sur les décisions des instances dirigeantes chinoises visent à reconstruire la puissance économique et financière de leur pays afin de lui rendre son prestige passé et asseoir son influence politique. D'après l'auteur, les trente dernières années, la Chine a travaillé dans le but d'accroître sa prépondérance. Il montre comment les fonds d'État répondent à la fois à cette mission et maintiennent leur poids grandissant au sein de l'économie mondiale

Bartłomiej Lach et **Krzysztof Malaga** dans l'article *Analyse comparative de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud au cours des années 1996–2022* tentent d'évaluer l'évolution de la liberté économique en 1996–2022 dans des pays tels que : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, le Trinité-et-Tobago, l'Uruguay, la Venezuela¹. Dans la recherche empirique, les auteurs utilisent les indicateurs de σ -convergence et σ -divergence pour déterminer le degré d'homogénéité ou d'hétérogénéité des pays étudiés. Application d'analyse comparative multivariée y compris l'analyse par grappes (clusters) constitue le point culminant de la recherche empirique. L'analyse typologique est effectuée séparément pour 12 indicateurs partiels et l'indice global de liberté économique pour les 13 pays. Les matrices de similarité des pays, qui sont déterminées à cet effet, représentent les distances entre les séries temporelles des indices de liberté économique calculées sur la base de l'algorithme *Dynamic Time Warping* (DTW). Le programme R et les packages *dtw* et *dtwclust* sont utilisés pour l'analyse des clusters. Les résultats de recherche sur la liberté économique en Amérique du Sud méritent d'être comparés avec les résultats d'une recherche analogue obtenus par les auteurs pour 11 pays post-socialistes² qui ont rejoint l'Union

¹ L'analyse a omis la Guyane française, qui fait partie de la France, et les îles Falkland, qui font partie de la Grande-Bretagne.

² Il s'agit de pays tels que la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République Tchèque et la Roumanie.

Européenne après 2003 à la suite de profonds changements institutionnels. Les auteurs constatent que si dans les années 1990 les pays post-socialistes se caractérisaient par un niveau de la liberté économique comparable aux pays d’Amérique du Sud, après 27 ans des changements institutionnels, il ont significativement amélioré ce niveau, écartent les pays sud-américains à cet égard.

Krzysztof Malaga

RUSSAFRIQUE

Russafrica

ROGER A. TSAFACK NANFOSSO¹

FSEG – REMA – Université de Dschang, Cameroun

roger.tsafack-nanfosso@univ-dschang.org

<https://orcid.org/0000-0003-3892-2409>

Abstract : The objective of this paper is to analyze the economic cooperation between Russia and Africa that, although old, has undergone major developments since the 1990s. The mode of implementation of the Russian presence on the continent differs in many respects from that of traditional partners namely France, Europe, and USA and to a lesser extent Canada. The documented review of the principles of this cooperation, its characteristics, its main results and its perspectives help provide an answer to a question that comes up repeatedly in studies on whether Russia is a threat or an opportunity for Africa.

Keywords : Russia, Africa, economic cooperation, trade, diplomacy.

Résumé : L'objectif de cet article est d'analyser la coopération économique entre la Russie et l'Afrique qui, bien qu'ancienne, a connu des développements majeurs depuis les années 1990. Le mode de mise en œuvre de la présence russe sur le continent diffère à maints égards de celui des partenaires qualifiés de traditionnels à savoir la France, l'Europe, les USA et plus marginalement le Canada. L'examen documenté des principes de cette coopération, de ses caractéristiques, de ses principaux résultats et de ses perspectives permettent d'apporter une réponse à une question qui revient de manière récurrente dans les études, à savoir si la Russie est une menace ou une opportunité pour l'Afrique.

Mots-clés : Russie, Afrique, coopération économique, commerce, diplomatie.

JEL classification : O52, O55, O57.

¹ Colline de Foto, P.O. Box 96, Dschang, Cameroun. Je remercie les rapporteurs anonymes pour leurs remarques et suggestions qui ont permis d'améliorer une version antérieure de cet article. Les erreurs qui subsisteraient sont les miennes, évidemment.

Introduction

Célèbre poète, dramaturge, romancier et un des principaux inventeurs de la langue moderne russe telle qu'elle est parlée, Alexandre Pouchkine (1799–1837) est sans doute le personnage le plus emblématique du lien pluriséculaire entre la Russie et l'Afrique. Par sa mère Nadejda Pouchkina (épouse de Sergueï Pouchkine) en effet, il descend d'une des plus brillantes familles de noblesse de service remontant à Abraham Petrovitch Hannibal, son arrière-grand-père, prince Kotoko du Nord-Cameroun (affranchi et anobli par Pierre Le Grand) qui mena une carrière d'ingénieur militaire achevée avec le grade de général.

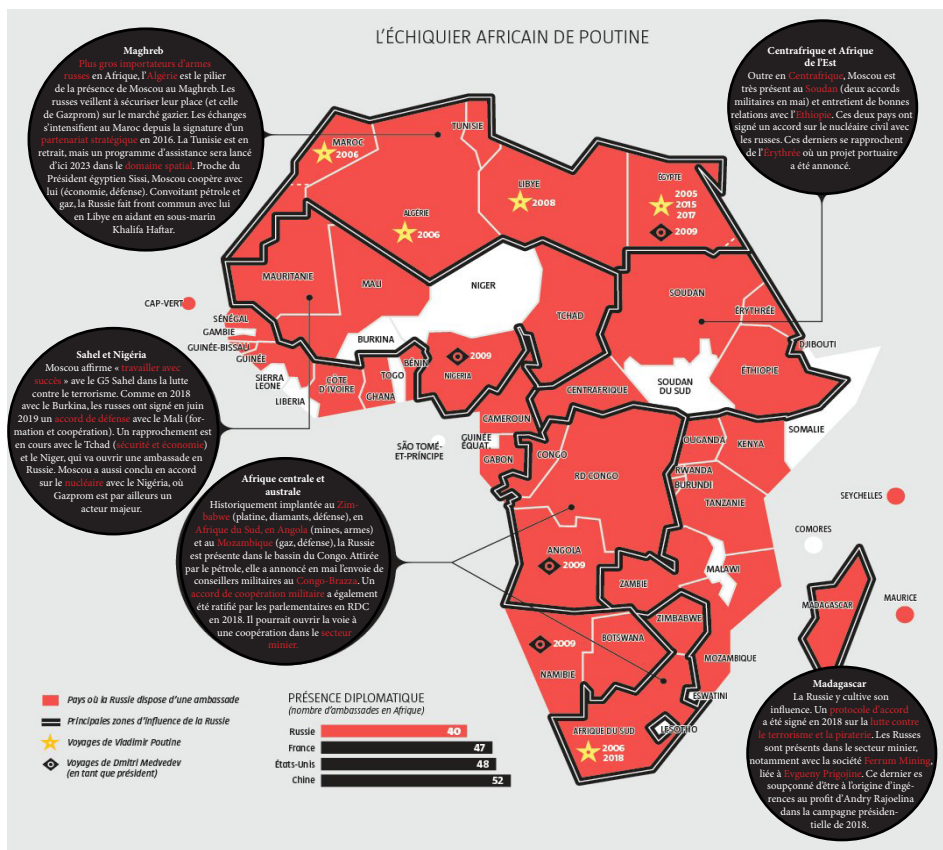
Arkhangelskaya (2013) explique que les relations avec le continent africain remontent au Moyen Âge, lorsque pèlerins russes orthodoxes et chrétiens d'Afrique (essentiellement des Egyptiens et des Ethiopiens) se rencontrent en Terre Sainte, tandis que les musulmans russes et africains se côtoient sur les sites sacrés de l'islam. Plus tard, les marins et les explorateurs russes se rendent dans de nombreux pays d'Afrique, dont l'actuelle RDC, l'Egypte, le Maroc, la Somalie, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. A la fin du XVIII^{ème} siècle, la Russie ouvre deux consulats en Egypte, au Caire et à Alexandrie et, en 1898, les autorités de la Russie tsariste établissent des relations diplomatiques avec l'Ethiopie et la République du Transvaal (actuelle Afrique du Sud) et installent un consulat général au Maroc, à Tanger. Les contacts de la Russie avec l'Afrique subsaharienne se poursuivent après la révolution de 1917, sur une échelle plus restreinte au départ, essentiellement à travers l'Internationale communiste et les Africains venus suivre une formation politique dans l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

Au-delà du fait que le drapeau du Mozambique est toujours orné de la Kalachnikov emblématique de la Russie, l'intérêt de ce pays qui, lui, n'a pas participé au découpage colonial du continent à la conférence de Berlin en 1885, a en effet été initié avec le quatrième congrès du Komintern, l'Internationale communiste, qui, en 1922, abordait déjà la « question africaine »² par le biais d'un soutien aux mouvements anticoloniaux puis aux mouvements d'émancipation panafricains (Swagler, 2018). Les relations officielles avec l'Ethiopie et l'Afrique du Sud sont rétablies pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque ces deux pays deviennent des alliés de l'URSS. Des liens plus étroits se développent à la fin des années 1950, au moment des indépendances africaines (Arkhangelskaya, 2013).

En s'inspirant de l'article de Klomegah (2013) paru dans *The Guardian* du 4 avril 2013, la revue *Slate Afrique* du 5 avril 2013 semble être la première à utiliser

² En préparation de ce congrès du Komintern de 1922, Lénine avait déclaré que : « Sans le contrôle de vastes champs d'exploitation dans les colonies, les pouvoirs capitalistes d'Europe ne peuvent pas maintenir leur existence, même un court moment » (Swagler, 2018). C'est tout dire...

le mot « Russafrique » avec la question : « la Russafrique, c’est pour quand ? »³. Le mot a été repris après par Soudan (2018) et a fait florès depuis 2019 avec le fameux sommet de Sochi organisé par la Russie et qui a regroupé du 22 au 25 octobre les 54 pays africains (dont 45 au niveau des Chefs d’État) autour du Président Vladimir Poutine. Le mot « russafrique », par analogie à « françafrique » ou à « chinafrique », a été forgé pour rendre compte de la dynamique récente et vigoureuse des relations entre la Russie et le continent africain, alors que celles-ci sont en fait pluriséculaires comme le relate Bassou (2019).



Carte 1. L'échiquier africain du président Vladimir Poutine

Source : (Olivier, 2019).

³ Le mot « russafrique » fait ici le pendant à ceux que l’on utilise généralement lorsque certains pays majeurs (pris isolément) organisent des rencontres régulières avec l’ensemble du continent africain : françafrique pour la France, chinafrique pour la Chine, indiafrique pour l’Inde et « japonafrique » pour le Japon.

Aujourd'hui en effet, les 54 pays d'Afrique (y compris le dernier à savoir le Soudan) ont des relations diplomatiques avec la Russie, 49 d'entre eux en abritant des ambassades (et non pas 40 comme dans la carte 1) mais en son temps, l'URSS a soutenu les mouvements de libération au nom de la lutte contre l'impérialisme, tissant tout au long de la guerre froide des liens avec plusieurs « pays frères » du continent (Macé, 2019). Comme l'illustre la carte 1, l'échiquier actuel de la Russie concerne tout le continent, avec une importante zone d'influence couvrant le Maghreb, la Centrafrique et l'Afrique de l'Est, le Sahel et le Nigéria, l'Afrique centrale et australe, enfin Madagascar et l'Océan indien.

Au final, avec *primo* la lointaine Amérique plus soucieuse de sa puissance planétaire, qui a développé avec l'Afrique des relations économiques relativement molles et dont la récente vigueur repose surtout sur des intérêts géostratégiques, *secundo* la condescendante Europe parfois repliée dans son souvenir colonial et développant des agissements très souvent controversés qui créent de la répulsion sur le continent, et *tertio* la conquérante Chine dont la coopération vigoureuse respandit à travers le continent (Tsafack Nanfosso, 2017, 2021), la Russie apparaît-elle comme une nouvelle opportunité ou bien comme une menace pour l'Afrique ?

Pour apporter des éléments de réponse à cette question, je propose une analyse documentée de la coopération économique entre la Russie et l'Afrique, en développant tour à tour le mode opératoire de cette coopération, ses caractéristiques principales, ses résultats majeurs. Je présente enfin quelques perspectives liées à cette coopération russafricaine avant de conclure.

1. Le mode opératoire de la coopération russafricaine

Même s'il n'existe pas à proprement parler un « document de politique africaine » de la Russie, on peut en identifier une forme d'institutionnalisation à partir de Mars 2011, avec la nomination d'un « représentant spécial pour la coopération avec l'Afrique » rattaché directement à la Présidence, à qui l'on doit d'ailleurs l'organisation du premier forum d'affaires russo-africain en décembre 2011, et qui a contribué à structurer la politique de la Russie sur le continent (Dubien, 2019)⁴. Sur la base analytique de l'existant, je pose que le mode opératoire de la coopération russafricaine est catalysé par trois éléments principaux : des principes, des acteurs (étatiques et privés) et du soft-power.

⁴ Le premier qui occupera cette fonction (Mickail Marguelov) organisera en décembre 2011 le tout premier Forum d'affaires russo-africain, qui constituera le début d'une certaine structuration de la politique africaine de la Russie.

1.1. Des principes

Quatre principes cardinaux me semblent décisifs lorsqu'on analyse la coopération avec la Russie, liés tour à tour à la démocratie mondiale, à l'indépendance et non-ingérence, au pragmatisme contre idéologie, et enfin à la diplomatie régionale.

Principe 1 : Démocratisation mondiale

Depuis 2013, le Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie (MAEFR) a défini les priorités de la politique qui repose sur les « principes de la démocratisation mondiale ». Ils s'opposent à l'hégémonie et à la politique du rapport de forces et prônent la paix, le développement mutuel, ainsi que la sécurité mondiale et régionale. La Russie estime que les conflits internationaux de toute nature doivent être résolus par un dialogue fondé sur la confiance et les avantages mutuels, l'égalité et la coopération (MAEFR, 2013).

Principe 2 : Indépendance et non-ingérence

Selon le MAEFR, les principes directeurs sont « la primauté du droit international, l'égalité et l'indépendance des États ». Dans ce cadre, bien que la Russie ne dispose pas du même levier économique que ses concurrents occidentaux et orientaux, son approche flexible est attrayante pour les partenaires africains, car elle évite à la fois les « conditionnalités occidentales » (gouvernance, droits de l'homme, etc.) et les préoccupations d'endettement (Bouchard, 2019). Maximum (2019a) ajoute qu'avec son idéologie souverainiste et conservatrice, la Russie rencontre un écho particulièrement favorable auprès des dirigeants et des peuples africains, à un moment où ceux-ci rejettent de plus en plus toute forme de néocolonialisme.

Principe 3 : Pragmatisme contre idéologie

Pendant longtemps comme le note Birgeron et alii (1996), la présence russe en Afrique était surtout dictée par des considérations idéologiques, impulsées dans le cadre de la guerre froide par le désir d'implanter le marxisme-léninisme partout où cela était possible. Les alliés marxistes-léninistes en Afrique bénéficiaient de facilités économiques en termes de formation, de subventions et de prêts. Aujourd'hui la coopération russe est surtout motivée par des considérations purement pragmatiques et économiques plutôt que par des impératifs d'ordre idéologique. Au début, il s'agissait des pays du continent africain les mieux dotés économiquement, à savoir les producteurs de pétrole (par exemple le Nigeria) ou de matières premières recherchées (par exemple, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud). Aujourd'hui tout le continent est concerné (carte 1). Clairement selon Kalika (2019), l'objectif réel de la Russie en Afrique est une relance des affaires dans un espace non-soumis aux sanctions notamment dans le domaine militaire et énergétique. « Ce qui est intéressant aujourd'hui, c'est que l'approche n'est pas idéologique mais très pragmatique – vous payez, nous expédions. C'est du business et rien de plus », analyse Dmitri

Bondarenko, directeur adjoint de l'Institut d'études africaines de l'Académie des sciences de Russie (Klomegah, 2013).

Principe 4 : Diplomatie régionale

Au sujet de l'Afrique, le Président Poutine a affirmé lors de la rencontre de Sotchi que « La Russie et l'Afrique sont liées par des liens traditionnellement amicaux (...). Je tiens à souligner que le développement des relations avec les pays africains et les organisations régionales fait partie des priorités de la politique étrangère russe ». Dans cette logique volontaire, la Russie n'a pas seulement noué des relations avec les 54 États individuellement (comme précisé plus haut), mais en plus et ce n'est pas courant, elle a également des représentants au sein de l'Union Africaine (UA) et des communautés économiques régionales – Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) et Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) (Arkhangelskaya, 2013).

1.2. Des acteurs

Les acteurs de la russafrique comprennent une myriade d'acteurs étatiques et paraétatiques (souvent des mégastructures), plusieurs agences et autres organismes, et certains acteurs et entreprises privées.

- a) Les **acteurs étatiques et paraétatiques** sont en grand nombre. Il s'agit d'abord des conseillers militaires (jusqu'à 40 000 dans les années 70 comme l'indique Lévesque (2020)) qui constituent une composante à part entière du système, ensuite de gigantesques entreprises tentaculaires dont on a parfois du mal à en cerner le périmètre réel d'activités. Le tableau 1 suivant tente un aperçu des plus importantes.
- b) Plusieurs **agences et autres organismes de la sphère étatique** cohabitent avec les acteurs ci-dessous. On peut citer cinq des plus emblématiques :
 - Dans la recherche, l'organisme le plus ambitieux de la coopération russo-africaine reste l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie (www.inafran.ru) soutenue par le MAEFR. Véritable laboratoire d'idées sur l'Afrique, l'Institut est divisé en 11 départements : Centre d'histoire et d'anthropologie, Centre de recherches sur l'histoire de l'Afrique du Sud, Centre sur l'Afrique du Nord et la corne de l'Afrique, Centre d'études des économies en transition, Centre d'études sur les questions stratégiques, etc.
 - Dans l'éducation, l'Université russe de l'amitié des peuples (RUDN), a accueilli près de 500 000 étudiants depuis les années 70, ce qui est d'autant plus important qu'il s'agissait souvent de hauts cadres qui reprendront les rênes de leurs pays à leur retour (parmi lesquels de nombreux Chefs d'État

Tableau 1. Acteurs étatiques et paraétatiques

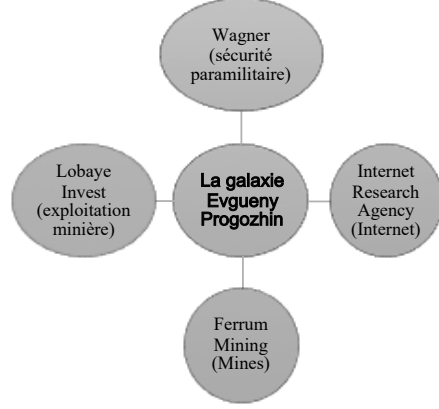
Acteurs	Secteur d'activité
Conseillers militaires	sécurité d'État
Rosobonexport	exportations et équipement militaires
Alrosa	diamants
Renova, Norgold, Norilsk Nickel, Severstal	industries extractives
Rosatom, Urango	exploration géologique, recherches sismiques
Gazprom, Rosneft, Lukoil, Rostec, Novatek, Sroytransgaz	gaz, pétrole, raffinerie, énergie
Gazprombank	filiale de Gazprom pour le financement
VTB	activité bancaire
Rosatom	uranium, nucléaire
Avtomatika	informatique et sécurité réseaux
Transmashholding, Sukhoi, RZD, TMH	automobile et assemblage, matériel de chemin de fer, équipement portuaire et ferroviaire
Geoservice, Russian railways, Mashinoimport	infrastructures, transport, voies ferrées, gazoduc
Rosgeo, Soukhoï	aérien
Uralchem, Uralkali	carbamide, engrais

Source : À partir de (Tchoubar, 2019 ; Soudan, 2018 ; Kalika, 2019 ; Lévesque, 2020, entres autres).

du continent, comme le Président angolais Joao Lourenço, ou l'ancien du Kenya Jomo Kenyatta).

- Dans le financement, deux institutions trônent : la Vnesheconombank (Banque de développement de la Fédération de Russie), et l'Eximbank russe (financement du commerce extérieur) qui existe depuis 1994, avec deux actionnaires : l'Agence russe pour le crédit à l'exportation et l'assurance des investissements (EXIAR), et le Centre d'exportation russe (REC). Ces deux mastodontes du financement accompagnent généreusement la conquête entrepreneuriale russe en Afrique.
 - Dans la culture, l'agence Rossotroudnitchestvo est la Maison russe des sciences et de la culture (son bureau le plus important est à Paris), chargée du rayonnement culturel et scientifique de la Russie à l'étranger. Elle vient d'annoncer le lancement des procédures d'admission de citoyens étrangers (notamment africains) désirant étudier gratuitement dans les universités russes.
 - Dans la consultance, l'Agence Internationale pour le Développement Souverain (IASD) est très active en matière d'accompagnement des pays africains pour la levée des fonds au niveau international.
- c) Les **acteurs et entreprises privés** participent d'une forme de diplomatie économique et occupent une place importante dans le déploiement de la Russie en Afrique. Le tableau 2 illustre les plus saillants.

Tableau 2. Acteurs et entreprises privées

Mr Evgueny Progozhin	Autres acteurs	Secteurs d'activité
	Antiterror, Sewa Security Services	sécurité
	Evraz, Renova	métallurgie et mines
	Kaspersky Lab	sécurité informatique
	Grupo Paia SA	carbamide, engrais
	Rusal	mines, alumine, bauxite
	Sherbank, Gemcorp Capital LLP	financement du commerce extérieur

Source : À partir de (Tchoubar, 2019 ; Macé, 2019 ; Lévesque, 2020, entres autres).

Il est impossible d'étudier la russafrique sans rencontrer le nom de Mr Evgueny Progozhin (à gauche du tableau 2), un entrepreneur florissant dont les entreprises occupent une place de choix dans la percée russe en Afrique. Originaire de Saint-Pétersbourg comme le Président russe et parfois surnommé « le cuisinier de Poutine », Mr Progozhin a fait ses débuts dans les affaires après la fin de l'URSS dans le secteur de la restauration pour l'armée d'abord, dans le milieu scolaire ensuite, et enfin pour Vladimir Poutine et ses invités de marque (Harding, 2019). Il semble d'autant plus bénéficier d'un entregent particulier en Afrique que ses entreprises ont parfois réussi dans certains pays à obtenir des contrats au détriment d'entreprises russes plus longtemps établies sur le continent africain que les siennes. Beau (2019) explique que non seulement son groupe travaille officiellement en Russie, à hauteur d'un milliard de chiffre d'affaires par an pour l'armée et les cantines scolaires, mais dans le même temps, c'est lui qui envoie dans une vingtaine de pays des conseillers « media » ou des consultants politiques pour favoriser les intérêts russes. La carte 3 montre les nombreux pays dans lesquels les « sociétés privées militaires russes » sont présentes.

1.3. Soft-power (« puissance douce »)

La diplomatie du soft power poursuivie par les autorités russes en Afrique s'appuie sur la collaboration d'un large éventail d'acteurs, dont la société civile, les ONG, les entreprises et les médias. Cette diplomatie a modifié son discours indifférent voire négatif sur l'Afrique et présente désormais le continent comme un espace à fort potentiel économique. Pour rompre avec l'approche des anciennes puissances

coloniales européennes, la Russie a pris soin de ne plus faire la distinction entre Afrique du Nord et Afrique subsaharienne (Arkhangelskaya, 2013).

La naissance de la chaîne Russia Today (RT) en 2005 inaugure un processus qui aboutit à une offensive informationnelle à partir de 2013, concrétisée par la suppression du service international de RIA Novosti et de La Voix de la Russie au profit d'une nouvelle agence d'information baptisée Rossiya Segodnja (la Russie aujourd'hui). Celle-ci administre sept médias, dont Sputnik News. Aujourd'hui, Sputnik (qui compte jusqu'à 3569 sites-relais) et RT (qui compte 330 sites-relais) constituent le cœur de l'appareil médiatique russe émettant en langues étrangères. Ces médias dépendent en grande partie de fonds publics et n'ont eu de cesse de souligner l'importance de l'Afrique pour la Russie et vice-versa, avec pour conséquence une envergure visible sur le tableau 3 (Gadon-Ferreira, 2019 ; Kalika, 2019).

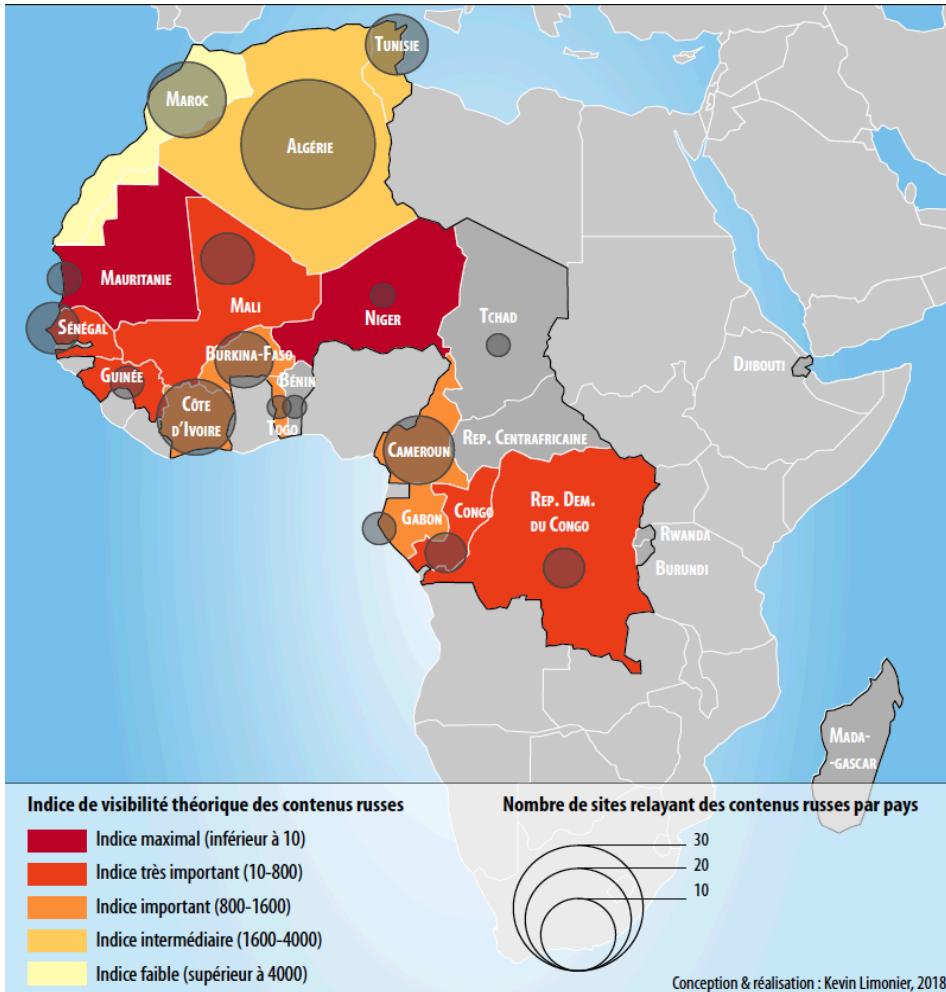
Tableau 3. Typologie des pays par audience de RT et Sputnik

Catégories	Caractéristique	Pays
Catégorie 1	peu de relais, mais une visibilité importante	Mauritanie, Niger, Guinée, RDC, Gabon
Catégorie 2	relais nombreux et visibilité importante	Mali, Sénégal, Burkina-Faso
Catégorie 3	relais très nombreux et visibilité modeste	Cameroun, Côte d'Ivoire, Algérie, Maroc, Tunisie

Source : A partir de (Limonier, 2018).

Limonier (2018) montre qu'entre novembre 2017 et janvier 2018, la page Facebook de RT France (la rédaction francophone de RT basée à Paris) a connu une forte augmentation de ses abonnés, passant d'environ 500 000 à plus de 850 000 *likes*, ce qui constitue un quasi-doublement de son audience en quelques semaines. Or, il est apparu que l'écrasante majorité de ces nouveaux profils abonnés ne provenait pas de France, mais de plusieurs pays francophones du Maghreb et d'Afrique subsaharienne : pendant cette période, la page Facebook de RT en français a ainsi gagné seulement 1000 comptes localisés en France (selon les critères de Facebook), contre près de 30 000 en Algérie, 10 000 au Maroc, 9000 en Tunisie, ou encore 5000 au Mali, sans compter des milliers d'autres au Sénégal, Cameroun, Burkina Faso ou encore en Côte d'Ivoire. Cette brusque augmentation, concomitante à une campagne de publicité ciblant les publics africains au moment même où RT commençait à émettre en France, illustre l'engouement des lectorats d'Afrique pour les médias russes émettant en langue française dont la visibilité est appréciable dans la carte 2.

Toujours en matière de soft-power, la Russie est également très active dans le domaine de la coopération sanitaire. L'Afrique du Sud a récemment passé commande d'Avifavir, un traitement contre la COVID-19 proposé à l'export. Il y a quelques années, le ministère de la santé russe et l'entreprise Rusal avaient également organisé une campagne de vaccination contre le virus Ebola en Guinée et construit un



Carte 2. Visibilité théorique des contenus russes en Afrique et sites relais par pays

Source : (Limonier, 2018).

centre de recherche dans ce domaine. Un dernier pilier du soft power réside dans l'enseignement et la formation. En 2013, le nombre d'étudiants africains suivant un cursus universitaire civil était évalué à environ 8000. Il est question d'augmenter le quota de places gratuites réservées aux étudiants africains, qui était d'environ 1800, et de développer un système de bourses dans le cadre d'un partenariat avec les entreprises russes actives en Afrique. Il est vrai que la Russie demeure encore une destination d'études moins prisée que l'Europe et les États-Unis, tant pour des raisons climatiques qu'à cause des agressions racistes qui ont défrayé la chronique ces dernières années (Dubien, 2021).

2. Les caractéristiques de la coopération rusafricaine

Bien qu'il n'y ait pour l'instant que trois aéroports en Afrique à proposer des lignes directes avec Moscou (Casablanca, Le Caire et Addis-Abeba), la coopération rusafricaine se caractérise par cinq traits principaux : c'est une coopération militaro-sécuritaire, c'est une coopération atomique (nucléaire), c'est une coopération à contrats solidaires, c'est une coopération de troc, et c'est une coopération de joint-ventures.

2.1. Coopération militaro-sécuritaire

Depuis les années cinquante jusqu'à la perestroïka l'Union soviétique s'est toujours distinguée par l'aide militaire qu'elle accordait à des pays comme l'Angola et la Lybie comme faisant partie de son rôle international tel qu'elle le concevait. C'est d'elle que semblait provenir la principale menace contre les intérêts du monde occidental. En effet, soit l'Union soviétique patronnait des groupes révolutionnaires du tiers monde, décidés à instaurer dans leurs pays respectifs des régimes marxistes-léninistes copiant son modèle comme en Angola, Ethiopie, Mozambique, Namibie, Algérie ; soit elle soutenait des États en conflit avec le monde occidental tels la Lybie et, selon les époques, l'Egypte (Birgerson et al., 1996).

Les données de Rosebonexport (voir tableau 1) pour 2011–2015 indique que l'Afrique représente 30% des importations d'armes russes. L'institut SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) le situe à 23% pour 2012–2016. Le schéma 1 donne les chiffres des parts de marché entre 2014 et 2018.

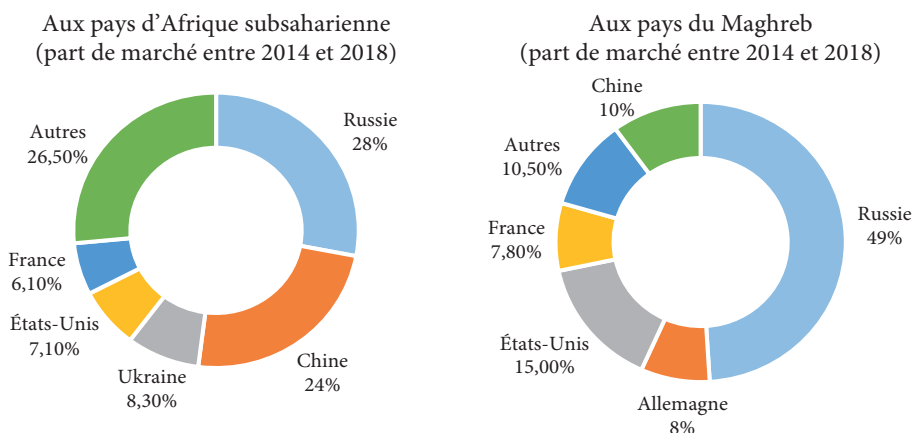
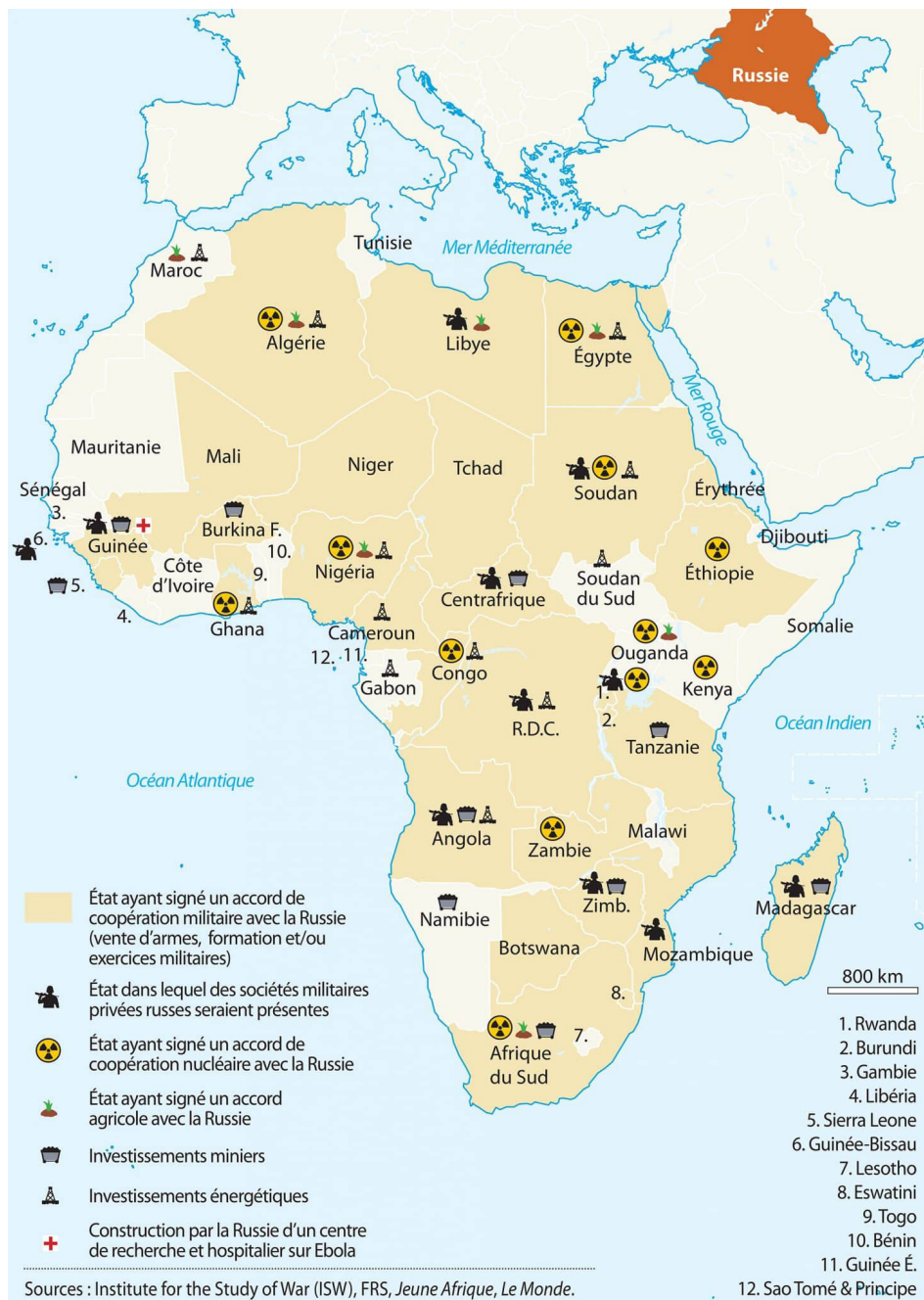


Schéma 1. Principaux fournisseurs d'armes en Afrique

Source : (Châtelot et al., 2019).



Carte 3. La Russie en Afrique en 2019

Source : (Lévesque, 2020).

Aujourd'hui, la vente d'armements est une activité centrale dans la nouvelle stratégie russe en Afrique, tout en étant assortie d'autres activités militaires, telles que la formation, l'instruction et l'entraînement de contingents africains ainsi que l'installation de bases militaires dans certains pays (RCA, Soudan, Mozambique). La Russie a aujourd'hui signé des accords de coopération militaires avec pratiquement tous les pays africains (voir la carte 3)⁵ ; et les trois activités citées constituent les trois piliers de la relation militaire russe avec le continent africain (Bassou, 2019).

Dans la même logique s'est instaurée une politique que Kalika (2019) appelle « sécurité contre avantages économiques », consistant à tirer des avantages économiques en contrepartie de la vente des biens et services russes dans le domaine sécuritaire. C'est le cas par exemple au Mozambique, où la Russie a proposé d'accompagner les autorités dans la lutte contre les groupes terroristes liés à Al-Shabab en contrepartie d'une augmentation des échanges économiques bien encadrés par la création d'une « Commission économique, technique et scientifique bilatérale ». C'est le cas en RCA où la Russie offre un dispositif pluriel de sécurité ayant du reste conduit à la signature en sa présence, des accords de paix à Khartoum en 2019 avec les forces séditieuses. En retour la Russie a obtenu des avantages économiques liés à l'exploitation de l'or, du diamant, de l'uranium, etc.

Dans ce contexte, la lutte antiterroriste et la contre-insurrection sont des volets importants de la coopération sécuritaire. Le partenariat entre la Russie et le Nigeria a aujourd'hui pour but prioritaire le combat contre le groupe djihadiste Boko Haram. Des militaires nigériens ont ainsi été envoyés en Russie pour s'y entraîner, tandis que l'agence russe chargée des exportations d'armes leur livrait, en 2016 puis en 2018, une douzaine d'hélicoptères d'attaque. En Libye, en RCA et au Soudan, cependant, la Russie a tendance à sous-traiter la lutte anti-insurrectionnelle à des compagnies militaires privées (voir tableau 2 et carte 3) qui utilisent des « conseillers militaires ». Au Mozambique ces sous-traitants militaires avaient pour mission de contrer les groupes islamistes dans la province de Cabo Delgado, région-clé dans l'ambitieuse stratégie d'exploitation gazière du gouvernement de ce pays, etc. (Dubien, 2021).

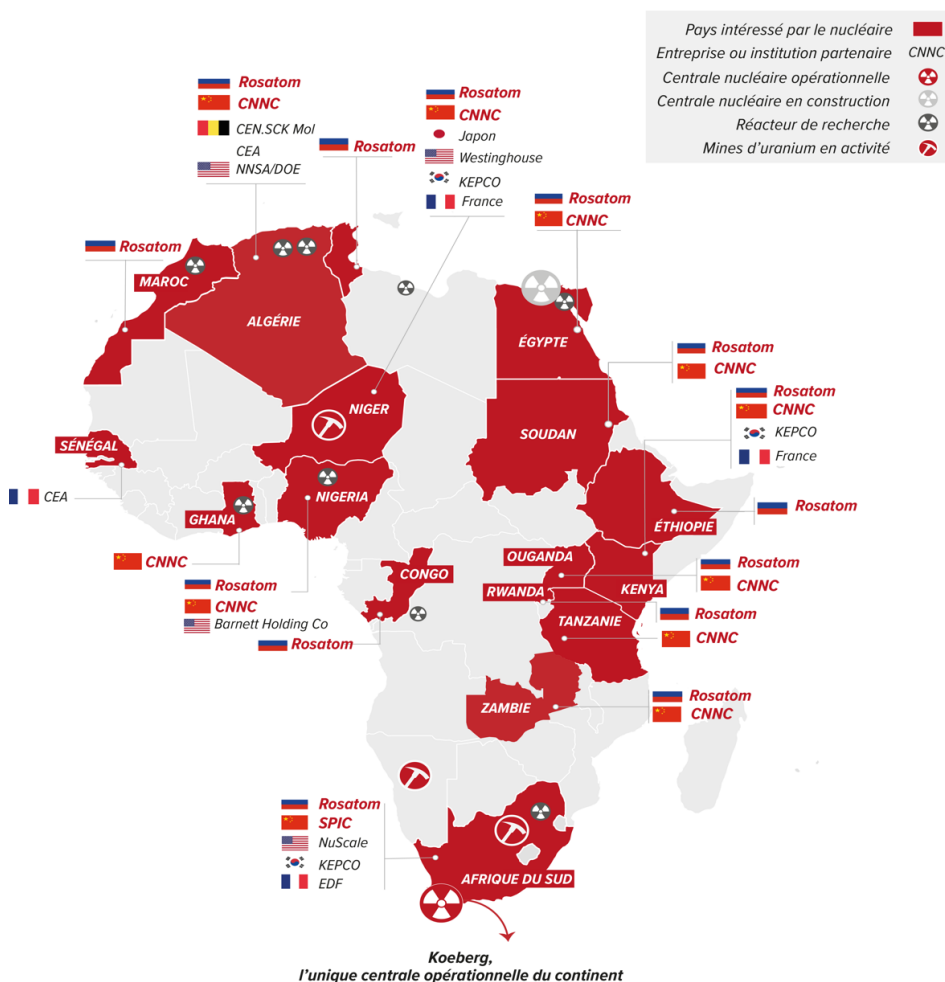
2.2. Coopération atomique (nucléaire)

Hormis la Chine et dans une faible mesure la France, la Russie est un des rares pays du monde à être fortement impliqué dans l'accompagnement des pays africains sur le chemin étroit du nucléaire. C'est une position singulière qu'on ne peut pas ne pas souligner. « En seulement quatre ans, l'opérateur russe Rosatom a pris la place du français Areva comme premier fournisseur d'énergie nucléaire civile en Afrique, en

⁵ Dans le cas du Cameroun, le dernier accord militaire signé le 15 avril 2015 a été renouvelé le 12 avril 2022 en plein conflit avec l'Ukraine.

signant des accords intergouvernementaux avec 13 pays » indique Bassou (2019). La carte 3 montre les pays signataires de tels accords, avec une première centrale nucléaire à construire en Égypte (quatre réacteurs à eau sous pression d’une capacité de 1200 mégawatts chacun qui devraient s’achever en 2029), tandis que la carte 4 illustre l’hégémonie russe talonnée par la Chine dans l’Afrique du nucléaire.

Au Soudan, un accord-cadre de coopération dans le cadre du nucléaire civil pour la construction d’une centrale nucléaire a été signé (Tchoubar, 2019). Ces accords concernent entre autres la Zambie (construction d’un réacteur de recherche, en plus d’un Centre des sciences et des technologies du nucléaire), le Nigeria (construction d’une centrale et d’un centre de recherche), l’Ouganda



Carte 4. L’Afrique du nucléaire entre Russie et Chine

Source : (Diallo & Toulemonde, 2021).

(développement de l'énergie nucléaire à des fins civiles), le Rwanda, le Mali, le Mozambique, le Zimbabwe ou encore le Kenya, etc. avec des ambitions identiques. La Russie a également organisé le salon Atomexpo-2017 pour cibler le marché africain et proposer des mini-centrales nucléaires civiles à des pays comme l'Éthiopie entre autres (Gadon-Ferreira, 2019).

2.3. Coopération à contrats solidaires

Les contrats solidaires sont des contrats imbriqués les uns aux autres. Il s'agit de négocier et signer des types de contrats liant par exemple des activités commerciales et énergétiques d'une part, aux prestations militaires et de sécurité d'autre part. Ainsi à titre d'illustration, les succès dans le nucléaire (Égypte), le gaz (Algérie) et les grands projets d'infrastructures énergétiques sont liés à la bonne exécution des accords militaires ou à un refinancement de la dette (Kalika, 2019). Cette solidarité s'observe aussi (à l'instar des financements d'origine multilatérale) dans la connexion des pays pour des projets transnationaux. Ainsi par exemple, la construction du Gazoduc Transsaharien ou Trans Saharan Gas Pipeline (TSGP), financée par Gazprom et devant relier les réserves gazières nigérianes (estimées à 256 milliards de mètres cubes de gaz) à l'Europe via le Niger et l'Algérie, longtemps en hibernation, devrait démarrer car les études de faisabilité ont été enfin réalisées avec succès (Rousseaux, 2022).

Marbot (2019) explique que cela signifie concrètement, que lorsqu'un accord est négocié pour une entreprise russe, il l'est le plus souvent dans le cadre de discussions plus larges incluant des volets diplomatique, politique, militaire et financier. Il pourra s'agir, par exemple, de refinancer la dette, de conclure des partenariats bilatéraux de défense et des contrats d'armement, d'ouvrir un centre de recherche voire de concéder à une société russe la construction d'une centrale ou l'exploitation d'une mine, etc. Ce dispositif est assorti d'un discours sur la nécessité d'un front commun face aux Occidentaux et parfois aux Chinois.

2.4. Coopération de troc

Dans les années 1990, les russes ont dû s'associer aux pêcheurs du Congo et de l'Angola pour organiser des campagnes de pêche afin de fournir du poisson à la Russie pour contribuer au financement de leur dette vis-à-vis de la Russie (Birgerson et al., 1996). Dans la même veine, Lévesque (2020) indique qu'en 2006, la Russie a annulé la dette de l'Algérie (d'environ 4,5 milliards de dollars) en échange de lucratifs contrats de vente d'armes. Une stratégie semblable a été mise en œuvre pour la Libye du colonel Kadhafi : contrats ferroviaires et gaziers à Gazprom contre l'annulation des dettes libyennes, etc.

2.5. Coopération de joint-ventures

La Russie s'investit rarement à 100% dans les activités en Afrique, le mode privilégié étant la joint-venture. Ainsi depuis 2000 par exemple, les entreprises russes sont très présentes dans le secteur extractif (l'entreprise Alrosa pour la production de diamants au Zimbabwe ; Severstal pour l'or au Burkina Faso et en Guinée, pays où Rusal produit 60% de la bauxite depuis 2000). Gazprom est présente en Algérie et en Libye (même si depuis 2011 la guerre civile gèle toute activité) ; Lukoil est présent en Egypte et dans plusieurs pays du golfe de Guinée (Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire notamment). Depuis 2019 Rosneft a signé des accords avec des opérateurs au Mozambique pour la prospection gazière offshore. Les entreprises russes se positionnent dans les secteurs de haute technologie, avec notamment le marché des lancements de satellites pour le compte de l'Angola en 2017 mais aussi de la Tunisie à partir de 2020 (Dubien, 2019). Parmi les entreprises russes actives depuis de longues années en Angola, Alrosa est présente dans l'extraction de diamants via l'entreprise Catoca, une joint-venture avec la société publique angolaise Endiama, la brésilienne Odebrech et Diamond Finance CYBV Group (Tchoubar, 2019).

Dans la continuité de la visite du Président russe en Afrique du Sud en septembre 2006, deux grands groupes métallurgique et minier russes, Evraz et Renova ont acheté Highveld Steel and Vanadium Ltd en prenant 49% de participation dans le capital de la United Manganese of Kalahari en Afrique du Sud. Dans ce pays, les éléments récents les plus significatifs dans les relations économiques bilatérales sont l'achat, par le sud-africain Naspers, du site russe de petites annonces Avito pour plus d'un milliard de dollars, l'inauguration, en avril 2020, par le constructeur de matériel ferroviaire russe TMH d'une usine à Boksburg dans la province du Gauteng et la mise en service d'une station terrestre du système de navigation Glonass à l'Observatoire d'Hartebeesthoek. La même année en Algérie, les entreprises Gazprom et Sonatrach concluent un accord concernant la prospection et l'extraction de gaz, la modernisation du réseau algérien de gazoducs, ainsi que la prise de participation dans quatre autres projets, y compris dans celle des Chemins de fer russes (RZD) à la construction d'une ligne entre Syrte et Benghazi (Dubien, 2021).

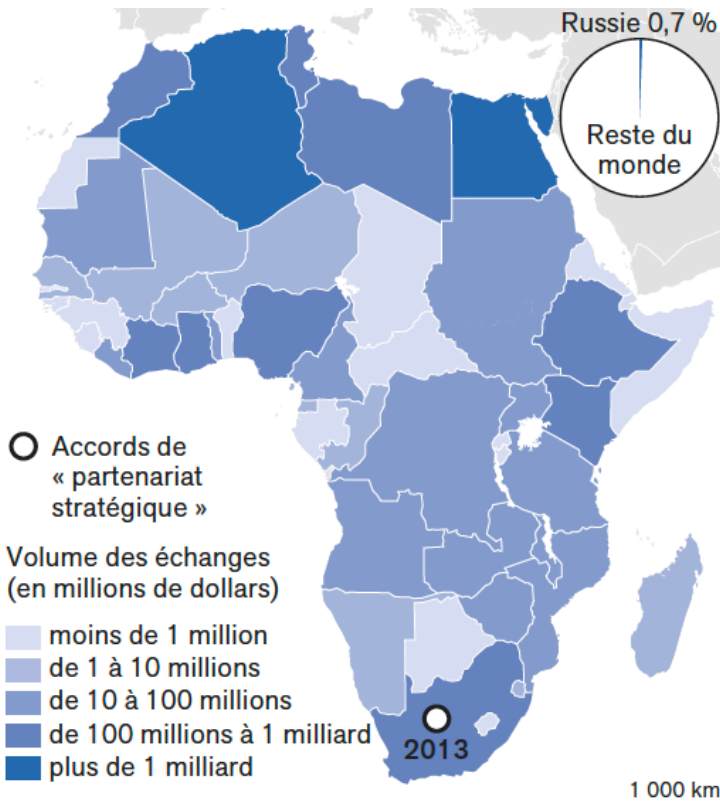
En Namibie, la société russe Soukhoï a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt pour faire chemin avec la société nationale Air Namibia pour l'avion régional SuperJet 100. En août 2018, l'entreprise Ferrum Mining (de la galaxie Evgueni Prigozhin) a fondé une joint-venture avec l'entreprise malgache Kraoma qui joue un rôle majeur dans le dispositif gouvernemental. Même si l'accord a reçu un accueil glacial dans la population parce que l'entreprise russe était devenue actionnaire majoritaire, la joint-venture était scellée (Bouchard, 2019 ; Tchoubar, 2019).

3. Les résultats majeurs de la coopération russafricaine

La coopération russafricaine pourrait avoir plusieurs résultats mais je n'en retiens que deux types qui me paraissent les plus saillants : les résultats dans le domaine commercial et les résultats dans le domaine diplomatique.

3.1. Les résultats en matière commerciale

Si on évalue pays après pays, on observe (voir carte 5) qu'aucun d'eux n'échappe à la relation avec la Russie puisque les échanges russes concernent toute l'Afrique même si c'est à des degrés divers, car manifestement assez concentrés sur quelques pays. Lévesque (2020) a ainsi observé qu'en dix ans (2009–2018), les exportations russes vers l'Afrique ont totalisé près de 100 milliards de dollars. Cependant, 80% de ces échanges se sont concentrés auprès de 7 pays : l'Égypte, l'Algérie, le Maroc,



Carte 5. Les échanges commerciaux avec l'Afrique (2011)

Source : (Arkhangelskaya, 2013).

la Tunisie, le Nigéria, le Soudan et l’Afrique du Sud. La plupart de ces derniers étant des partenaires de longue date, les deux tiers de ces échanges ont été dirigés vers deux pays en particulier : l’Algérie (25,8 milliards) et l’Egypte (37,5 milliards).

La figure 1 éclaire sur les échanges commerciaux du continent. Bien que très faible par rapport à celui de la Chine, le niveau de la Russie est toutefois comparable à celui du Brésil ou la Turquie. En 1992 le commerce russe vers l’Afrique qui était de 1 milliard de dollars a chuté à 760 millions de dollars en 1993. Mais alors qu’au début des années 2010 on parlait déjà de 4 à 5 milliards de dollars d’exportations annuelles, le commerce russe vers le continent a dépassé les 20 milliards de dollars en 2018, en hausse spectaculaire de 70% en glissement annuel (Tchounand, 2019), et de 400% entre 2010 et 2018 !

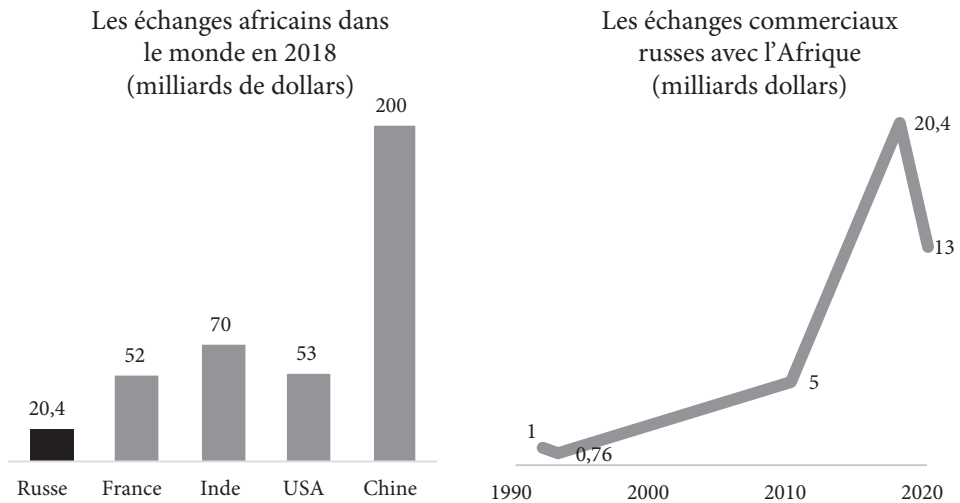


Figure 1. Les échanges commerciaux africains dans le monde

Source : A gauche : (Panarat, 2019) et à droite : à partir de (Birgersen et al., 1996 ; Chatelôt et al., 2019 ; Nikichina, 2020 ; Tchounand, 2019).

Il s’agit tout de même d’une somme en hausse de 17,2% par rapport au volume des échanges commerciaux de 2017. A l’analyse, les exportations russes vers l’Afrique ont doublé en trois ans seulement, et comptent désormais pour 4% de l’ensemble des exportations de ce pays, contre 1% il y a cinq ans.

Avec la COVID-19, les chiffres des exportations internationales reflètent à quel point la pandémie a frappé l’économie mondiale en 2020. Selon le Centre d’exportation russe, les chiffres ont diminué de 20 milliards à 13 milliards en 2020 (Nikichina, 2020). Mais en dépit de cette baisse générale, l’Afrique reste l’un des importateurs les plus prometteurs car les exportations alimentaires de la Russie vers l’Afrique

en 2020 ont, elles, augmenté de 29% par rapport à 2019 et sont désormais estimées à 5,1 milliards de dollars.

Le centre d'exportation russe souligne que le Top 3 des produits alimentaires russes sur le marché africain est composé du blé (3,5 milliards de dollars, 30% de plus qu'en 2019), de l'huile de tournesol (256 millions de dollars) et de l'huile de soja (108 millions de dollars) (voir tableau 4).

Tableau 4. Les exportations russafricaines

Exportations russes vers l'Afrique	Exportations africaines vers la Russie
denrées alimentaires (blé, environ 30% de l'ensemble des importations africaines)	fruits
équipements spéciaux	légumes comestibles
huile de tournesol et de soja	produits aquatiques
engrais	produits chimiques organiques
métaux	métaux précieux
combustibles minéraux (charbon)	
produits pétroliers	
gaz	

Source : A partir de (Nikichina, 2020 ; Nourou, 2022).

Plus de la moitié des approvisionnements africains en blé russe sont importés par les pays les plus peuplés du continent, à savoir l'Égypte, le Soudan, le Nigeria, la Tanzanie, l'Algérie, le Kenya et l'Afrique du Sud⁶. Outre le blé, les combustibles minéraux comme le charbon, les produits pétroliers et le gaz arrivent à 18,3% des achats africains en provenance de Russie (Nikichina, 2020). De son côté, l'Afrique vend essentiellement des fruits et légumes comestibles, des produits aquatiques ainsi que des produits chimiques organiques et des métaux précieux au pays eurasiatique (Nourou, 2022).

3.2. Les résultats en matière d'investissements directs étrangers (IDE)

Irwin-Hunt (2020) affirme que les investissements des entreprises russes en Afrique ont augmenté ces dernières années, avec un nombre record de 19 projets entièrement nouveaux annoncés en 2019. Kohnert (2022) ajoute que les IDE russes en Afrique ont considérablement augmenté, en particulier au Maghreb, en Égypte et

⁶ Dans le cas du Cameroun, le blé (froment de blé et méteils) et les engrais sont les deux principales marchandises importées de Russie au cours de la période 2018–2020. Ces deux produits qui ont un poids respectif de 65% et 17% dans les importations camerounaises provenant de Russie positionnent ce pays au premier rang des fournisseurs de ces produits au Cameroun en 2020.

au Soudan, notamment du fait de l'attractivité croissante des marchés africains du gaz et du pétrole pour les sociétés russes (Rosneft, Gazprom, Lukoil, etc.) non seulement pour augmenter leur production et leur impact sur le marché mondial du gaz, mais aussi pour influencer les prix et les conditions du marché d'autres pays. Il faut cependant reconnaître que bien qu'en hausse, ces IDE russes ne pèsent pas très lourd si on les capture de manière continentale.

En effet, lorsque la CNUCED (2021) liste les 20 premières économies mondiales d'accueil et les 20 premières économies d'origine des IDE entre 2018 et 2019, la Russie ne figure dans aucune des deux. Elle n'est listée qu'en neuvième position (après l'Afrique du Sud !) parmi les pays d'origine dans les statistiques de 2021 (Hiault, 2022) ; ce qui indique bien que ce pays ne s'illustre pas au niveau mondial par cet indicateur (figure 2). Il n'est donc pas surprenant que selon les estimations de la CNUCED, moins de 1% du stock total d'IDE de l'Afrique provenait finalement de Russie en 2017.

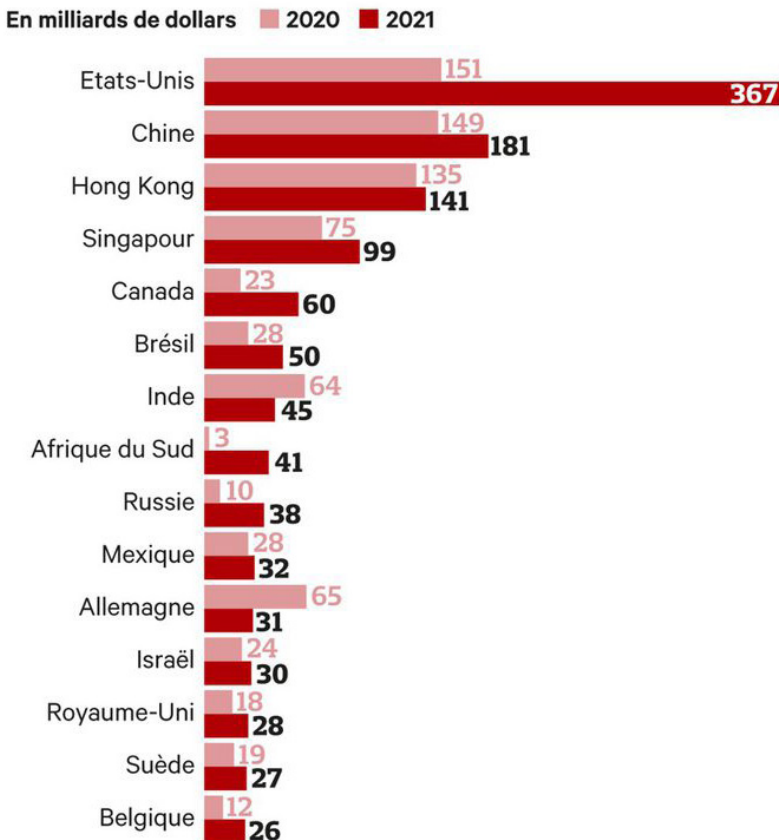
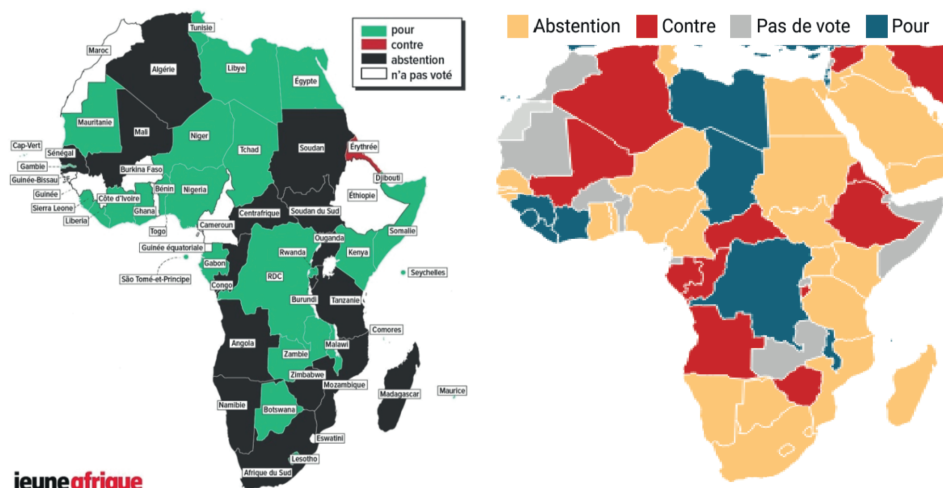


Figure 2. Provenance des IDE dans le monde

Source : (Hiault, 2022).

3.3. Les résultats en matière diplomatique

En capitalisant sur son histoire « vierge » avec l’Afrique, la Russie a engrangé des résultats certains dans ce continent en jouant pourtant sur des sentiers généralement utilisés par les autres puissances, mais aujourd’hui en phase d’épuisement et/ou de répulsion. Bangura (2022) s’étonne de ce que lors du récent vote africain aux Nations-Unies condamnant la Russie dans le conflit avec l’Ukraine déclenché le 24 février 2022, on ait eu « que » 25 pays pour, 17 abstentions, 8 non-votants et 1 contre (voir carte 6). Vincent (2022) constate de même que seuls 10 pays africains ont voté pour la suspension de la Russie du Conseil des droits de l’homme siégeant à Genève, 24 se sont abstenus, 9 ont voté contre et 11 n’ont tout simplement pas pris part au scrutin.



Carte 6. Résultats des votes des résolutions ONU « exigeant que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l’Ukraine » le 24 mars 2022 (à gauche) et sur la « suspension du statut de membre du Conseil des droits de l’homme de la Russie » le 7 avril 2022 (à droite)

Source : (Khabbachi, 2022 ; Vincent, 2022).

En réalité, la Russie engrange en quelque sorte les dividendes d’une stratégie diplomatique plurielle : une diplomatie de mémoire, une diplomatie universitaire, une diplomatie multipolaire, une diplomatie du non alignement, une diplomatie de captation des élites, une diplomatie onusienne, une diplomatie du blé, et enfin une diplomatie du rejet de l’Occident.

a) Diplomatie de mémoire

Cascais et Koubakin (2022) analyse la propagande russe dans de nombreux pays d’Afrique et pose qu’elle vise à raviver les anciens liens de l’URSS avec les mouvements de libération qui ont été soutenus pendant la lutte contre le colonialisme. Elle rappelle de manière récurrente son absence à la conférence de Berlin en 1885 lors du découpage colonial du continent par les autres pays (Macé, 2019).

C’est après la Seconde Guerre Mondiale, alors que le monde est divisé entre le bloc soviétique et le bloc occidental, que les effets de la Révolution d’Octobre sont ressentis en Afrique. Dans les années 1950 et 1960, la plupart des États du continent obtiennent leur indépendance des puissances coloniales, l’URSS défend alors les mouvements de libération nationale qu’elle soutient politiquement, pédagogiquement et militairement (Angola, Namibie, Zimbabwe, etc.). A cette époque, l’URSS considère les nations du « tiers-monde » comme des alliés potentiels contre l’Occident et peu de pays africains restent hermétiques aux idées portées par l’Union Soviétique, qu’ils choisissent comme alliée et alternative politique. Aujourd’hui encore cette reconnaissance est vivace et en Afrique du Sud par exemple, de nombreux représentants de l’African National Congress (ANC) au pouvoir, restent loyaux envers la Russie qui avait combattu à leurs côtés le régime de l’apartheid (Siegle, 2021).

b) Diplomatie universitaire

J’ai déjà souligné la place centrale de l’Université russe de l’amitié des peuples (RUDN), qui a accueilli près de 500 000 étudiants depuis les années 70 suite à de nombreux accords signés par la Russie avec les pays pour la venue de nombreux étudiants africains sur son territoire. Aujourd’hui, alors que les centres culturels russes en Afrique dispensent à tout vent des cours de langue (Soudan, 2018), Waruru (2019) estime actuellement que 15 000 Africains étudient dans les universités russes, principalement du Nigeria, de l’Angola, du Maroc, de la Namibie et de la Tunisie, parmi lesquels 3000 sont boursiers du gouvernement russe⁷. Ces bourses qui sont très bien accueillies par les bénéficiaires, facilitent également des liens loyaux et à long terme avec ces personnes, qui accèdent souvent à des positions de pouvoir au sein du gouvernement. Au même moment, les pays occidentaux historiquement accueillants pour les étudiants africains ont souvent drastiquement baissé le nombre de bourses offertes à ces pays.

A titre de comparaison, en 2018–2019, il n’y avait que 5400 étudiants étrangers boursiers du gouvernement en France, dont seulement 1175 étudiants africains (Campus France, 2021). De plus, depuis la rentrée 2019, un étudiant non originaire

⁷ En 2021, le gouvernement russe a attribué 15 000 bourses aux étudiants internationaux, toutes nationalités confondues (www.orniposition.com).

de l'Union Européenne (surtout donc les africains puisque ceux-ci représentent 46% des étudiants étrangers en France) paye 2770 euros pour une année de licence à l'université, au lieu de 270 euros jusqu'à présent. Pour un master, il devra débours 3770 euros, contre 243 euros auparavant. Soit des frais plus de dix fois supérieurs à ceux consentis par un Européen (Brignoli, 2019).

c) Diplomatie du multipolaire

La Russie estime que l'ordre international libéral est désormais obsolète et plaide pour un monde multipolaire où la démocratie ne serait qu'un des nombreux systèmes de gouvernance viables, avec un espace plus étroit pour une société civile active et la protection des droits de l'homme. La défense d'une alternative à l'ordre international libéral valide donc des formes de gouvernance autres que la démocratie à l'occidentale. Les idéaux de transparence et d'adhésion à l'État de droit sont allégés voire facultatifs. La Russie met en avant le fait que les « valeurs » occidentales peuvent être ressenties par certains peuples comme étant une violation de leurs propres valeurs et croyances à eux, et ne devraient pas constituer le socle d'un quelconque monopole des idées. Il faut se respecter mais aussi respecter l'autre comme il est avec ses traditions, son histoire, sa religion, etc. sans aucune hégémonie ni dogmatisme.

Dans un tel contexte international de multipolarité dérégulée, la politique de diversification des partenariats menée par de nombreux pays africains est apparue comme une stratégie gagnante (Vircoulon, 2022).

d) Diplomatie du non alignement

La diplomatie du multipolaire évoquée plus haut a conséquemment entraîné un passage rapide de la multipolarité dérégulée à la repolarisation du monde en deux camps (l'Est contre l'Ouest) qui expose désormais les tenants de la diversification des partenariats à des pressions multiples et contradictoires qui peuvent les acculer à des choix délicats (la RDC par exemple dépend fortement des USA, mais son économie est totalement tirée par la Chine, l'Égypte est historiquement liée à l'Occident mais dépend pour son blé et son nucléaire de la Russie, etc.).

Vircoulon (2022) constate que pour échapper à ce dilemme stratégique, le non-alignement⁸ inventé en 1955 fait son retour en 2021 comme une option prudente

⁸ Fondé en 1961 lors de la conférence de Belgrade dans l'esprit et la continuité de la conférence de Bandung de 1955, le mouvement des non-alignés a regroupé les pays qui ne souhaitaient pas s'inscrire dans la logique d'affrontement Est-Ouest mais au contraire favoriser l'indépendance effective des pays du Sud dans le cadre de la décolonisation. 25 pays d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient ont participé à sa création, ainsi que la Yougoslavie. Aujourd'hui, 120 pays en sont membres (ainsi que 17 observateurs), et si son influence politique a décliné après la fin de la guerre froide, il continue de jouer un rôle important, par exemple en refusant les mesures standard de résolution de la dette

et rassurante et explique la préférence de l’Afrique pour l’abstention. Le mouvement des non-alignés existe toujours (sa dernière réunion a eu lieu en Serbie en 2021) et les États africains constituent toujours la majorité de ses membres. Le non-alignement, dont l’abstention au vote de l’Assemblée générale de l’ONU est l’expression, évite clairement de prendre parti dans ce conflit entre grandes puissances.

e) Diplomatie de captation des élites

Pour Siegle (2021), la tentative de la Russie d’influencer l’environnement de gouvernance de l’Afrique prend diverses formes mais toutes tournent autour d’un certain type de cooptation et/ou de captation des élites. La Russie n’exigerait pas d’investissements à long terme ni d’établissement de relations dans de multiples secteurs d’intérêts communs, comme le font les relations bilatérales traditionnelles. Il ne s’agit pas d’un engagement populaire à grande échelle mais simplement de la capacité d’influencer des dirigeants individuels flexibles au sommet d’une structure de pouvoir hiérarchique. Le soutien politique à des dirigeants ayant accès à des ressources naturelles devient arme d’influence (RCA, Congo, Gabon, Mozambique, Madagascar, Zimbabwe, Soudan du Sud, Guinée, etc.).

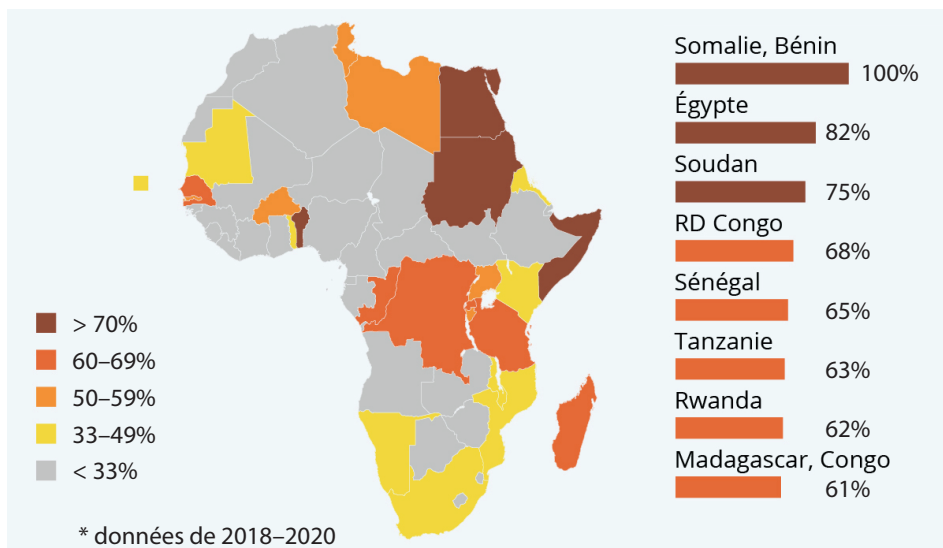
f) Diplomatie onusienne

La Russie garantit une certaine protection à l’Afrique dans les instances onusiennes. Larcher (2022) rappelle que ce pays a bloqué toutes les résolutions condamnant la junte malienne à l’ONU. Pour la Russie, l’Afrique constitue un réservoir de voix pour les sessions où sont discutés des sujets sensibles, comme le Donbass ou la Crimée. Ainsi, de nombreux États africains ont voté contre (Soudan, Zimbabwe) la résolution de mars 2014 dénonçant l’annexion de la péninsule par Moscou, ou se sont abstenus (Algérie, Afrique du Sud, Mali, Rwanda, Sénégal, etc.). L’accueil frileux réservé au texte dépasse largement la douzaine de pays qui votent traditionnellement contre les résolutions occidentales, et l’isolement diplomatique de la Russie que cherchaient à provoquer les USA et ses alliés européens s’était avéré moins sévère qu’escompté.

Les récents votes à l’ONU au sujet de l’Ukraine et du Conseil des droits de l’homme (carte 7) montrent ainsi l’avantage clé pour Moscou d’un tel rapprochement diplomatique : y gagner des voix favorables, ou en tout cas pas défavorables. Il ne faut pas oublier que sur les 193 pays membres des Nations-Unis, 54 sont Africains, soit le continent le plus représenté avec plus d’un quart des voix. Pour

publique préconisées par le consensus de Washington. De nouvelles mouvances, dans le sillage du mouvement altermondialiste, s’inspirent de ses principes et des luttes qu’il a incarnées pour prôner une mondialisation plus conforme à l’intérêt des pays du Sud.

Delmas (2022), cela représente un enjeu décisif pour la Russie contre les voix des pays occidentaux, généralement défavorables ; étant donné que les pays africains ne sont alignés ni sur l'Union Européenne ni sur les États-Unis mais appliquent leur propre vote.



Carte 7. Les pays dépendants du blé russe et ukrainien

Source : (Gaudiaut, 2022).

g) Diplomatie du blé

Premier exportateur mondial, la Russie a mené ce que Vircoulon (2022) appelle « une diplomatie du blé » en Afrique, où certains pays sont très dépendants au niveau alimentaire. L'Égypte achète les trois quarts de ses importations à la Russie et, l'Algérie dont les relations avec la France sont assez refroidies, s'est tournée vers le blé russe. Ses autres clients sont principalement le Nigeria, la Tanzanie, le Kenya, l'Afrique du Sud et le Soudan, dont l'un des dirigeants était d'ailleurs à Moscou pour finaliser une livraison de blé au moment du début du conflit avec l'Ukraine.

Sur la période 2018–2020, pas moins de 25 pays africains importent plus du tiers de leur blé de ces deux pays et 15 d'entre eux en importent plus de la moitié. Comme le montre la carte 6, deux pays affichent même une dépendance totale : le Bénin, qui importe 100% de blé russe, et la Somalie, qui se fournit à 70% en Ukraine et à 30% en Russie. D'autres comme le Soudan (75%), la RDC (68%) et le Sénégal (65%) s'appuient également beaucoup sur ces deux sources d'approvisionnement. Si la majorité des pays sont tournés vers la Russie, qui fournit le continent à hauteur de 32% (contre 12% pour l'Ukraine), la Tunisie, la Libye et la Mauritanie dépendent eux en grande partie du blé ukrainien (30 à 50% de leurs importations) (Gaudiaut, 2022).

h) Diplomatie du rejet de l'Occident

Larcher (2022) explique enfin que la Russie a su capter à son profit le rejet de l'Occident par les opinions publiques africaines, surtout après les conséquences désastreuses de l'intervention militaire de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis en Libye en 2011. Exploitant le sentiment anti-occidental qui gagne les esprits en Afrique, la Russie propose, comme on l'a développé plus haut, une coopération pragmatique sans donner de leçon sur la démocratie ou les droits de l'homme.

4. Perspectives de la coopération russafricaine

Les perspectives de la russafrique sont bien retracées dans la déclaration publiée à l'issue du sommet de Sotchi qui a décidé, comme pour plusieurs des grands partenaires de l'Afrique (Chine, Inde, France, etc.) de la création du Forum du partenariat Russie-Afrique avec un organe suprême, le sommet Russie Afrique, à tenir tous les trois ans afin de coordonner le développement des relations russo-africaines⁹. De la sorte, les six (6) points fondamentaux repris par Maximum (2019b) qui sont à retenir dans le cadre de ces perspectives sont la Charte des Nations-Unies, le terrorisme international, le commerce, le principe de non-ingérence, la recherche scientifique et le changement climatique.

La Charte des Nations Unies : les perspectives consistent à développer un dialogue équitable en tenant compte des intérêts de la Russie et des États africains, à collaborer étroitement dans la réalisation des buts et des principes de la Charte des Nations Unies, y compris son Conseil de sécurité, et à renforcer les capacités des Nations Unies pour faire face aux défis et aux menaces mondiaux de toutes sortes. Il s'agira aussi d'intensifier les contacts interparlementaires russo-africains, pour assurer la prise des décisions et l'adoption des résolutions favorables pour la Russie et les États africains au cours des événements parlementaires internationaux.

Le terrorisme international : les perspectives consistent à développer la coopération pour combattre le terrorisme international sous toutes ses formes ainsi que l'extrémisme, la criminalité transnationale, le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes. Il s'agit aussi de coopérer afin d'assurer l'intégrité, la viabilité et l'universalisation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi qu'à entreprendre des efforts communs visant à la prévention de la course aux armements. Il faudra également intensifier la coopération dans le domaine de reconstruction et de développement après-conflit sur le continent africain ; et coopérer dans le domaine des TIC pour réduire la « fracture numérique ».

⁹ Dans ce cadre, la Russie a nommé un « Ambassadeur itinérant et chef du secrétariat du Forum du partenariat Russie-Afrique ». Cette fonction est actuellement occupée par Mr Oleg Ozerov.

Le commerce : les perspectives consistent à unir les efforts pour faciliter le commerce, les investissements et le développement durable ; à soutenir le régime du commerce mondial basé sur les règles de l'OMC ainsi qu'à soutenir les entrepreneurs russes et africains dans leur exploration des voies de coopération mutuellement avantageuse. Il faudra déployer des efforts pour augmenter considérablement le chiffre d'affaires entre la Russie et l'Afrique ainsi que pour développer la coopération commerciale et économique entre l'Union Économique Eurasiatique et les États africains¹⁰. Il faudra enfin coopérer pour assurer la sécurité énergétique (diversification des ressources, énergies renouvelables, énergie nucléaire civile, pétrole et gaz).

Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États : les perspectives consistent à soutenir le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et à condamner toute violation de ce principe. Il faudra promouvoir le principe universellement reconnu de l'égalité en droits et de l'autodétermination des peuples, devenu le cadre juridique du processus de décolonisation.

La recherche scientifique : les perspectives consistent à coopérer dans les projets conjoints de recherche scientifique, l'élargissement de contacts entre les universités et les centres de recherche majeurs de la Russie et des États africains, l'organisation des conférences et des séminaires scientifiques et des échanges, la sphère académique, culturelle, des technologies, du sport, du tourisme et des médias. Il s'agira aussi de renforcer les systèmes nationaux de santé publique et augmenter leur fiabilité dans la lutte contre les épidémies, les pandémies, la prévention et la gestion des catastrophes naturelles, et le renforcement de l'aide humanitaire. Il faudra enfin élargir la coopération dans la sphère de l'information (relations entre les médias nationaux, échanges de contenu, formation des journalistes, etc.).

Le changement climatique en Afrique : les perspectives consistent à intensifier les efforts pour lutter contre le changement climatique en Afrique, assurer le transfert des technologies pertinentes, renforcer les capacités et élargir les possibilités des États africains pour améliorer leur viabilité et leur adaptation aux conséquences négatives du changement climatique. En saluant les résultats du Sommet sur le changement climatique tenu le 23 septembre 2019 à New York à l'initiative du Secrétaire Général des Nations Unies, les partenaires appellent à un processus ciblé et compréhensif pour le réapprovisionnement des ressources du Fonds vert pour le climat, et soulignent que le financement des mesures pour la lutte contre le changement climatique ne doit pas entraîner l'augmentation de la dette des États africains, ni menacer leur souveraineté.

¹⁰ L'Union Économique Eurasiatique (UEEA) est une union économique entre 5 ex-républiques soviétiques : la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et le Kirghizstan. Cette union fonctionne dans le cadre d'une zone de libre-échange depuis 2015 et a déjà signé des accords commerciaux avec la Chine, le Vietnam, l'Iran, Singapour, l'Égypte et la Serbie.

Au-delà de ces perspectives, il faut ajouter que dans le cadre du Forum russafricain ainsi créé en 2020, une Association de coopération économique avec les pays d’Afrique (ACEPA), élément clé pour le développement des liens économiques entre la Russie et l’Afrique a également été créée pour promouvoir, sous l’égide du MAEFR et du Forum de Partenariat Russie-Afrique, les affaires russes sur le continent africain. La préparation du 2ème sommet Russie-Afrique a commencé en 2021 et, à moins d’un imprévu, il devrait se tenir à St-Petersbourg en novembre 2022.

Conclusion

La Russie est-elle une menace ou une opportunité pour l’Afrique ? Telle est la question autour de laquelle j’ai proposé des développements instructifs devant permettre de dégager une réponse. J’ai analysé la coopération économique russo-africaine en discutant successivement son mode opératoire, ses caractéristiques principales, ses résultats majeurs et ses perspectives. La réponse est qu’elle n’est ni plus ni moins que toutes les autres puissances mondiales. C’est à l’Afrique et définir et de sauvegarder ses intérêts dans le partenariat international.

La Russie est membre des BRIC depuis la création de ce groupe en 2001, devenus BRICS avec l’entrée de l’Afrique du Sud en décembre 2010 grâce au soutien appuyé de la Russie (même si elle n’a pas été à l’origine du rajout du S). Avec l’arrivée de l’Afrique du Sud, ce forum peut désormais s’enorgueillir de rassembler quatre continents : l’Afrique, l’Europe, l’Asie et l’Amérique Latine (Arkhangelskaya, 2013).

En définitive je suis d’avis avec Dubien (2021) que le plus grand succès de la Russie en Afrique est d’avoir amélioré la perception de son rôle et de son influence. Les pays du continent la considèrent de nouveau comme un acteur de premier plan, qui peut au minimum leur offrir une coopération économique, et éventuellement contribuer à leur sécurité intérieure et extérieure, voire représenter une sorte de « troisième voie » diplomatique entre les Occidentaux – généralement perçus comme intrusifs sur la question des droits humains – et les Chinois – dont beaucoup sur le continent souhaiteraient desserrer l’étreinte.

References

- Arkhangelskaya, A. (2013). Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique. *Afrique Contemporaine*, 4(248), 61–74.
- Bangura, Y. (2022, March). Russia’s invasion of Ukraine: What does it mean for Africa?. *CODESRIA Bulletin Online*, 7.

- Bassou, A. (2019, octobre). *La Russie en Afrique : renouvellement d'une ancienne relation ou création d'une nouvelle ?*. Policy Center for the New South, Policy Brief, PB-19/30.
- Beau, N. (2019, 24 octobre). Place désormais à la Russafrique. *Mondafrique*.
- Birgerson, S. M., Kozhemiakin, A. V., Kanet, R. E., & Tchimichkian, M. (1996). La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ?. *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, 27(3), 145–168.
- Bouchard, R. (2019, 24 octobre). Le sommet Russie-Afrique de Sotchi : naissance de la RussAfrique après la ChinAfrique et la FrançAfrique ?. *AgoraVox*.
- Brignoli, A. (2019, 7 juin). Avec la hausse des frais universitaires, les étudiants africains moins attirés par la France. *Le Monde Afrique*.
- Campus France (2021). *Chiffres clés de la mobilité étudiante dans le monde*. Paris : Mars.
- Cascais, A., & Koubakin, R. (2022, 9 mars). Les alliés de la Russie en Afrique. *DW, Actualités Afrique*.
- Châtelot, C., Malécot, V., & Fattori, F. (2019, 22 octobre). Russie-Afrique : quelles réalités derrière les déclarations. *Le Monde*.
- CNUCED. (2021). *Rapport sur l'investissement dans le monde 2021*. Genève.
- Delmas, J. L. (2022, 3 mars). Guerre en Ukraine : comment la Russie a-t-elle étendu son influence en Afrique ?. *20Minutes*.
- Diallo, A., & Toulemonde, M. (2021, 20 mai). Nucléaire : l'engouement africain aiguise les appétits. *Jeune Afrique*.
- Dubien, A. (2019, 1 octobre). La Russie et l'Afrique : mythes et réalités. *L'Observatoire, Note 19*.
- Dubien, A. (2021, janvier). La Russie en Afrique, un retour en trompe-l'œil ?. *Le Monde Diplomatique*, 10–11.
- Gadon-Ferreira, J. (2019, 4 juin). Russafrique : le « grand retour » de la Russie sur le continent africain ?. *Classe Internationale*.
- Gaudiaut, T. (2022, 22 mars). Ces pays africains qui dépendent du blé russe et ukrainien. *Statistica*.
- Harding, L. (2019, 11 juin). Yevgeny Prigozhin: Who is the man leading Russia's push into Africa?. *The Guardian*.
- Hiault, R. (2022, 9 juin). La Chine au coude-à-coude avec les Etats-Unis pour les investissements étrangers. *Les Echos*.
- Irwin-Hunt, A. (2020, September 15). Russia's ongoing charm offensive in Africa. *FDI Intelligence*.
- Kalika, A. (2019, avril). Le grand retour de la Russie en Afrique ?. *Russie.Nei. Visions, Notes de l'IFRI*, 114.
- Khabbachi, S. (2022, 4 mars). Russie-Ukraine : les raisons de l'abstention de nombreux pays africains à l'ONU. *Jeune Afrique*.
- Klomegah, K. K. (2013, 4 April). Russia eyes Africa to boost arms sales. *The Guardian*.
- Kohnert, D. (2022). *L'impact de la présence russe en Afrique*. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-78260-6>
- Larcher, L. (2022, 14 mars). En Afrique, Vladimir Poutine capitalise sur le rejet de l'Occident. *La Croix*.
- Lévesque, J. (2020, juillet-août). La nouvelle puissance russe en Afrique. *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 57.

- Limonier, K. (2018). *Diffusion de l'information russe en Afrique : essai de cartographie générale*. Note de Recherche n° 66. Paris : IRSEM.
- Macé, C. (2019, 22 octobre). A Sotchi, Poutine inaugure la Russafrique. *Libération*.
- MAEFR. (2013). *Concept of the foreign policy of the Russian Federation. Approved by President of the Russian Federation V. Putin on 12 February 2013*. Moscou : Ministère des Affaires Étrangères, Fédération de Russie.
- Marbot, O. (2019, 14 août). Russie : la revanche d'un « nain » sur le continent africain. *Jeune Afrique*.
- Maximum, L. (2019a, 25 octobre). Sommet de Sotchi : le grand retour de la Russie en Afrique ?. *MédiaCongo*.
- Maximum, L. (2019b, 25 octobre). La réunion de Sotchi décide de la création du Forum du partenariat Russie-Afrique. *MédiaCongo*.
- Nikichina, V. (2020, 15 avril). *Le Top 3 des denrées alimentaires russes exportées en Afrique*. ACEFA.
- Nourou, M. A. (2022, 10 mars). L'Afrique importe sept fois plus de produits qu'elle n'en exporte vers la Russie. *Agen Econfin*.
- Olivier, M. (2019, 21 août). La carte de l'influence russe en Afrique. *Jeune Afrique*.
- Panarat, M. (2019, 21 Octobre). Russie-Afrique : l'économie au cœur du nouveau partenariat. *Le Point Afrique*.
- Rousseaux, C. (2022, 5 janvier). *La Russafrique pour tenter de briser l'encerclement économique de la Russie*. École de Guerre Économique.
- Siegle, J. (2021, 5 octobre). *La Russie en Afrique – La déstabilisation de la démocratie par la capture des élites*. Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique.
- Slate Afrique. (2013, 5 avril). *La russafrique c'est pour quand ?*.
- Soudan, F. (2018, 22 mai). Russafrique. *Jeune Afrique*, 2–3.
- Swagler, M. (2018, 28 mars). La révolution russe a-t-elle eu une importance pour l'Afrique ?. *Contretemps*.
- Tchoubar, P. (2019, 11 octobre). La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens et nouveaux acteurs. *Fondation pour la Recherche Stratégique*, 21(19).
- Tchounand, R. (2019, 27 juin). Stratégie économique : comment la Russie veut se repositionner en Afrique. *La Tribune Afrique*.
- Tsafack Nanfosso, R. (2017). Chine : opportunité ou menace pour l'Afrique ?. In P. Clerc, D. Guerraoui & X. Richet (Eds.), *Les nouveaux territoires économiques : acteurs et facteurs de l'émergence, comparaisons internationales* (pp. 549–575). Paris : L'Harmattan.
- Tsafack Nanfosso, R. (2021, 26 mars). *Une relation gagnant-gagnant sino-africaine est-elle possible ?*. Webinaire Rencontres internationales francophones : Développement économique de l'Afrique : enjeux, positionnements et stratégies. Université Laval / CEDIMES. <http://www4.fsa.ulaval.ca/la-recherche/chaires-de-recherche/chaire-stephen-a-jarislowsky-en-gestion-des-affaires-internationales/>
- Vincent, L. (2022, 8 avril). Exclusion de la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU: la position des Africains. *RFI*.
- Vircoulon, T. (2022, 14 mars). Russafrique : ce que l'attitude des pays africains à l'ONU nous en dit. *Le Point Afrique*. Theconversationcom
- Waruru, M. (2019, 3 October). Russia: Ambitious plans to grow African numbers. *PIE News*. <https://thepienews.com/news/russia-ambitious-plans-grow-african-student-numbers/>

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

